

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 04 – du 25 janvier au 1er février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LES ACTEURS DE LA RECONSTRUCTION EN SYRIE

Depuis 2011, la Syrie enregistre d'importantes pertes au niveau de son capital physique et humain, provoquant une crise socio-économique de long-terme. L'ESCWA estimait en 2021 les destructions cumulées de capital physique depuis le début du conflit à 117,7 Mds USD et des pertes de PIB à 324,5 Mds USD. Par ailleurs, la production de pétrole brut a diminué de 80% entre 2010 et 2022 à cause des destructions ciblées sur les infrastructures énergétiques. Les conséquences sur le capital humain sont également durables et préoccupantes : l'Observatoire syrien des droits de l'homme recensait à la fin 2023 plus de 500 000 morts depuis le début du conflit et le HCR comptabilisait 6,8 millions de déplacés internes et 6,9 millions de réfugiés syriens dans le monde à la fin 2022. L'Unicef fait également état de 7 000 écoles détruites ou endommagées, et plus de 2 millions d'enfants déscolarisés.

LE CHIFFRE À RETENIR

117,7 Mds \$

DESTRUCTION DE CAPITAL
PHYSIQUE DEPUIS 2011

Les besoins en financements ne sont jusque-là que partiellement couverts par la communauté internationale et le régime syrien. En novembre 2023, le Comité de reconstruction de la Syrie déclarait avoir dépensé plus de 380 Mds SYP pour la reconstruction du pays depuis 2012. En parallèle depuis 2012, le plan d'intervention humanitaire pour la Syrie 2023 des Nations Unies a déboursé près de 383 M USD pour des projets de redressement rapide, dont 61,2 M USD en 2023. Le fonds fiduciaire multi-donateurs *Syria Recovery Trust Fund* a quant à lui obtenu depuis sa création en 2013 près de 345 M EUR de contributions (dont 18 M EUR en 2023) pour des projets dédiés à l'eau, à la santé, à l'électricité, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.

Plusieurs acteurs proches du régime intensifient leurs échanges commerciaux et financiers pour se positionner sur la reconstruction d'infrastructures essentielles. Pour la Russie, les partenariats économiques se sont intensifiés depuis l'invasion de l'Ukraine et la mise en place de nouvelles sanctions contre les entreprises russes. Elle a par ailleurs signé en novembre 2023 avec le régime un accord de renforcement des investissements communs dans le développement d'infrastructures (transports, travaux publics), le secteur agricole, industriel et pharmaceutique. L'Iran multiplie de son côté les visites officielles et partenariats économiques tournés vers la reconstruction.

L'implication financière de la Turquie sur le marché de la reconstruction se concentre pour le moment sur des projets de reconstruction de logements au Nord du pays. Le gouvernement turc a notamment inauguré en mai 2022 des villages résidentiels réhabilités dans le nord de la Syrie, villages qui auraient pour vocation de relocaliser des réfugiés syriens de Turquie vers la Syrie.

Les pays du Golfe augmentent également leurs financements et positionnent certaines entreprises sur le marché syrien. Certains pays ont réévalué de manière substantielle leur aide humanitaire, notamment les EAU et le Koweït qui ont respectivement augmenté de 160% et 471% le montant de leur aide entre 2022 et 2023. Les EAU sont ainsi très présents dans le secteur de (i) la santé ; (ii) de l'eau ; et (iii) l'énergie par le biais d'un accord de coopération signé en 2021 avec un consortium d'entreprises émiriennes pour la construction d'une centrale photovoltaïque. La Syrie a par ailleurs multiplié durant l'année 2023 l'obtention de licences d'exploitation pour des entreprises saoudiennes dans le secteur du phosphate et de la fabrication de ciment.

D'autres acteurs participent à des projets de réhabilitation et de reconstruction, principalement via de l'aide humanitaire ou des dons en nature. C'est le cas du Japon qui finance un projet de restauration des centrales électriques de Baniyas et de Zara via le PNUD à hauteur de 12 M USD en fournissant des pièces détachées et des activités de maintenance. Des dons en nature similaires ont été promis en juillet 2023 par la Chine qui fournit déjà des équipements de communications comme contribution à la reconstruction de la Syrie.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LE FMI REVOIT À LA BAISSA SA PRÉVISION DE CROISSANCE POUR 2023/2024.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2023/24, à 3,0 % contre 3,6 % en octobre dernier. Dans cette [mise à jour des perspectives économiques mondiales](#), les chiffres de la croissance pour le dernier exercice ont également été abaissés, de 4,2 % à 3,8 %. En accord avec les dernières estimations du gouvernement égyptien (croissance anticipée à 3,0 % pour l'exercice 2023/24), ces chiffres sont publiés alors qu'une délégation du FMI est au Caire depuis mi-janvier 2024 avec pour objectif de réexaminer la situation économique locale et l'avancée des réformes structurelles pour éventuellement parvenir à une augmentation du programme initialement engagé en décembre 2022 (3 Md USD, dont une tranche de 347 M USD versée à ce stade).

PRÉVISIONS DE CROISSANCE ACTUALISÉES	2021/22	2022/23	2023/24
Ministère des finances (MoF)	5,40%	4,20%	3,00%
Fonds Monétaire International (FMI)	6,70%	3,80%	3,00%
Banque Mondiale (BM)	6,60%	3,80%	3,50%
Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)	7,10%	4,10%	4,80%

2. MOODY'S ABAISSE SA PERSPECTIVE DE « STABLE » À « NÉGATIVE » DE 5 BANQUES ÉGYPTIENNES.

Quelques jours après avoir baissé la perspective de la notation souveraine de l'Égypte de stable à négative, l'agence de notation Moody's maintient les notes de dépôts à long terme de cinq banques égyptiennes (Caa1 pour les quatre premières et B3 pour la dernière), tout en abaissant également ses perspectives de stable à négative. Cette [décision](#) du 23 janvier 2024 qui concerne les cinq principales banques égyptiennes (National Bank of Egypt, Banque Misr, Banque du Caire, Commercial International Bank et Banque d'Alexandrie), est principalement motivée par la persistance de pénurie de devises étrangères, les taux d'intérêt élevés et l'inflation, qui érodent la confiance des consommateurs, compromettent les capacités de remboursement et augmentent les coûts de financement des banques, réduisant ainsi leur rentabilité. Malgré l'accent mis sur la résilience des banques égyptiennes, le rapport évoque des risques élevés sur la solvabilité et la liquidité du fait de l'environnement économique actuel du pays.

3. PROJET D'ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS LIBELLÉES DANS DE NOUVELLES DEVISES.

Dans le cadre d'une stratégie de diversification des sources de financement de l'État égyptien, le ministre des finances, Mohamed Maait, a évoqué pour la première fois la possibilité d'émettre des obligations libellées en dirhams émiriens, roupies indiennes et dollars de Hong Kong. Cette annonce s'inscrit dans un objectif de diversification du portefeuille de dette en incluant divers marchés et devises, alors que l'Égypte a déjà réussi plusieurs émissions d'obligations en devises étrangères sur les marchés japonais (Samurai), chinois (Panda) ou encore des émissions obligataires conformes à la charia (Sukuk). Plus particulièrement ici, l'Égypte souhaite renforcer la coopération avec les Émirats Arabes Unis (12,7 % de la dette extérieure totale égyptienne sur l'exercice 2022/23). Dans un même temps, le Ministre se serait engagé à abaisser les barrières fiscales et douanières auxquels les entreprises émiriennes pourraient être confrontées, encourageant ainsi leur développement, leur productivité et leur permettant de tirer meilleur parti des avantages concurrentiels.

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES À L'INTERNATIONAL	DATE D'ÉMISSION	VALEURS
Japon – Samurai	Novembre 2023 Mars 2022	75 Md JPY (508 M USD) 60 Md JPY (407 M USD)
Chine - Panda	Octobre 2023	3,5 Mds RMB (478,7 M USD)
Islamique - Sukuk	Février 2023	1,5 Md USD
Eurobonds libellés en USD	Depuis juin 2015	9 émissions obligataires : Valeur totale : 26,5 Mds USD. Stock actuel : 22,5 Mds USD
Eurobonds libellés en EUR	Avril 2018 Avril 2019	2 Mds EUR 2 Mds EUR
Obligations vertes	Octobre 2020	737 M USD

IRAK

1. L'IRAK, 3^{ÈME} FOURNISSEUR DE PÉTROLE DE LA CHINE EN 2023.

En 2023, les exportations de pétrole de l'Irak à destination de la Chine ont augmenté de 7% en volume par rapport à 2022, passant de 1,1 Mb/j à 1,2 Mb/j. L'Irak a confirmé sa position de 3^{ème} fournisseur de pétrole de la Chine (position détenue depuis 2019) avec une part de marché de 10,5% (10,9% en 2022) – les 1^{er} et 2^{ème} fournisseurs de la Chine sont la Russie (2,1 Mb/j) et l'Arabie saoudite (1,7 Mb/j). Premier client de l'Irak, la Chine achète environ 35% du pétrole exporté par l'Irak. Elle devance l'Inde (0,9 Mb/j), l'Union Européenne (0,8 Mb/j), les Etats-Unis (0,3 Mb/j) et la Corée du Sud (0,2 Mb/j).

2. LA SFI ACCORDE UN PRÊT DE 130 M \$ À UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE DE CIMENTERIE.

La Société Financière Internationale (SFI), entité du groupe Banque Mondiale spécialisée dans les projets non-souverains, a octroyé un prêt de 130 M USD à l'entreprise Al-Douh Iraqi Company for Cement Industries afin qu'elle puisse quasiment tripler sa production annuelle de ciment (3 millions de tonnes d'ici fin 2025). Le projet est censé créer directement et indirectement plus de 2500 emplois. Il s'inscrit pleinement dans l'agenda du gouvernement irakien, lequel vise à développer le secteur privé non-pétrolier. Le ciment est en effet l'une des rares industries non pétrolières bien implantées en Irak, avec notamment deux usines du groupe Lafarge-Holcim (capacité annuelle totale de 4,6 millions de tonnes) et plusieurs projets annoncés au cours de l'année 2023 sous financements chinois et saoudiens notamment. La SFI est un acteur multilatéral important en Irak, avec un portefeuille de prêt s'élevant à 188 M USD et, surtout, un rôle de conseil technique déployé par exemple sur le projet de partenariat public-privé pour la modernisation de l'aéroport international de Bagdad.

3. SIGNATURE D'UN CONTRAT AVEC ORASCOM POUR LA CONSTRUCTION D'UNE VILLE NOUVELLE DANS LA BANLIEUE DE BAGDAD.

Le gouvernement irakien et le groupe égyptien Orascom Investment Holding (OIH) ont, en présence du Premier Ministre Mohammed Chia al-Soudani et du PDG d'OIH, signé le 31 janvier un contrat lançant la construction de la future ville nouvelle d'Ali Al-Wardi, située dans la banlieue sud-est de Bagdad. La ville devrait s'étaler sur 61 M m² et inclure environ 120 000 unités de logements. Les villes nouvelles sont un aspect-clé de l'agenda du Premier Ministre irakien et de son Ministre de la Construction et du Logement, Bengin Rekani (Parti démocratique kurde), pour répondre à la crise du logement à laquelle fait face l'Irak depuis de nombreuses années. L'Irak compterait effectivement près de 3 millions de personnes mal-logées. Cette crise du logement est de plus exacerbée par une croissance démographique importante (2,2% par an). Entre 15 et 20 villes nouvelles ont déjà été approuvées, et pourraient représenter jusqu'à 700 000 unités de logement supplémentaires.

IRAN

1. LA BANQUE CENTRALE OUVRE UN NOUVEAU DISPOSITIF DE DÉPÔTS.

Dans le cadre d'une politique de lutte contre la dégradation du fonds de roulement des entreprises engagées dans des projets structurels, et après un an d'augmentation de 5 points de pourcentage du taux régulé de rémunération des dépôts auprès des banques commerciales (de 18% à 23%), la Banque Centrale d'Iran (BCI) a autorisé les banques à émettre des certificats de dépôt offrant un taux d'intérêt de 30% et une maturité maximale de 12 mois avec coupons mensuels, ce qui représente une évolution par rapport aux certificats émis l'année précédente, qui proposaient un taux d'intérêt de 25%, une maturité maximale de 12 mois et un coupon trimestriel. En outre, ce nouveau dispositif offrira aux investisseurs la possibilité de retirer l'intégralité de leur dépôt avant échéance, moyennant un escompte de 18 points sur le taux d'intérêt.

La BCI prévoit que le montant de ces dépôts au sein des banques s'élèvera à 2,8 M Mds IRR (soit 4,8 Mds \$ au taux du marché libre 1\$ = 580 000 IRR) à la fin de la première semaine de février. Malgré la hausse du taux d'intérêt proposée par ce dispositif, ce taux demeure inférieur à l'inflation annuelle officielle (38,5% en g.a en janvier). Enfin et pour mémoire, **(i)** la diminution des certificats de crédit productif (GAM) utilisés pour financer certains projets, **(ii)** la politique de la BCI visant à réduire la hausse de la masse monétaire, ainsi que **(iii)** l'augmentation de l'endettement public auprès du système bancaire (au lieu de la BCI) ont pu contribuer à la diminution des crédits bancaires accordés aux entreprises et par conséquent à la dégradation de leurs fonds de roulement au cours de l'exercice 2023/2024, tel qu'indiqué dans les récents rapports sur le PMI au cours des derniers mois.

2. BAISSÉ DE 8,9 P DU TAUX DE CROISSANCE DE L'AGRÉGAT MONÉTAIRE M2.

Selon le gouverneur de la Banque Centrale, le taux de croissance annuel de l'agrégat monétaire M2 aurait baissé de 34,1% à 25,2% (à 75,6 M Mds IRR à fin janvier), soit le niveau le plus bas des quatre dernières années. De même, le taux de croissance annuel de la base monétaire (M0) aurait diminué de 6,5 points de pourcentage, passant de 38,2% à 31,7%, pour s'établir à 10,3 M Mds IRR sur la même période. La réduction du taux de croissance annuel de M2 à 25% à la fin de l'exercice 2023/2024 constituait l'un des principaux objectifs de la BCI. À

cette fin, la BCI avait décidé de limiter ses facilités de prêt marginal en rials aux banques commerciales. Pour mémoire, les banques commerciales ont depuis quelques mois développé un dispositif d'octroi facilités de prêts – d'une valeur individuelle maximale de 3 Mds IRR - conditionnés à des dépôts préalables, de moyen terme et sans intérêt. Si ce dispositif rencontre le succès escompté, il pourrait être de nature à réduire d'autant les besoins d'emprunt des banques commerciales auprès de la BCI.

3. AUGMENTATION DE 40% DE LA DETTE DES 3 PRINCIPAUX CONSTRUCTEURS IRANIENS D'AUTOMOBILES.

Selon les données du système CODAL (plateforme publiant les états financiers des sociétés cotées iraniennes), malgré une augmentation moyenne de 40% du prix à la vente des voitures domestiques au mois de mai, la dette des trois principaux constructeurs d'automobiles iraniens – Iran Khodro, Saipa et Pars Khodro – a augmenté de 1,7 Mds\$ (conversion au taux subventionné NIMA) au cours des neuf premiers mois de l'année 2023/2024, portant leur stock de dette à 6 Mds\$, soit une augmentation de 40%. Dans le détail, le stock de dette est réparti comme suit : (i) 3,6 Mds\$ pour Iran Khodro ; (ii) 1,7 Mds\$ pour Saipa ; (iii) 790 M\$ pour Pars Khodro. Afin de réduire l'endettement de ces acteurs, une décision du ministère de l'industrie prévoit qu'Iran Khodro et Saipa seront autorisés à vendre 120 000 voitures de leur production au-dessus du prix administré, à un niveau proche du prix de marché. Les bénéfices de ces ventes devraient être fléchés vers le remboursement de leurs dettes auprès des fabricants de pièces détachées (1,7 Mds\$).

ISRAËL

1. PLAN DE RELANCE POUR RENFORCER LA POSITION D'ISRAËL DANS LA HAUTE TECHNOLOGIE.

L'Autorité israélienne de l'Innovation (IIA) souhaite améliorer l'écosystème local grâce au lancement d'un fonds de démarrage qui injectera chaque année environ 125 M EUR dans les entreprises de *deep-tech* en phase de démarrage. Les subventions couvriraient de 30 % à 60 % des besoins initiaux de financement. En outre, un nouveau fonds d'investissement sera créé pour encourager les entités institutionnelles israéliennes à investir dans le capital-risque.

2. LA PRODUCTION GAZIÈRE À 24,7 MDS DE M³.

La production israélienne de gaz naturel a atteint le niveau record de 24,7 Mds de mètres cubes en 2023, soit +13% par rapport 2022 malgré la baisse de production au dernier trimestre de l'année (du fait de la guerre). Ce record a été établi grâce à l'intensification de la production de Karish, troisième champ du pays (4,4 md m³). Celle-ci devrait augmenter cette année à 5,7-6,4 md m³. L'exportation vers l'Égypte en 2023 a aussi battu un record (8,5 md m³, une augmentation de 35% par rapport à 2022), ainsi que la consommation nationale (13,3 md m³, + 4%).

3. TEVA VA CÉDER SA BRANCHE DE PRODUCTION D'INGRÉDIENTS PHARMACEUTIQUES ACTIFS.

Le laboratoire israélien TEVA a annoncé son intention de céder son activité d'ingrédients pharmaceutiques actifs (AIP). Cette division compte 4 300 employés dans le monde. TEVA est le principal laboratoire pharmaceutique israélien, il est surtout connu pour ses productions génériques.

4. ISRAËL : TOUJOURS UN DES PAYS LES PLUS CHERS DE L'OCDE.

Le débat sur le coût de la vie quotidienne en Israël est relancé par les hausses de 15 à 25% des prix au consommateur annoncées par 4 importateurs et producteurs agro-alimentaires : G. Willi-Food, Strauss, Shastovich et Wissotzky. Cette évolution est à contre-courant de l'inflation mondiale sur les matières premières et ne peut se justifier que par les contraintes qui pèsent sur les chaînes logistiques depuis le 7 octobre.

JORDANIE

1. LA CHAMBRE BASSE DU PARLEMENT APPROUVE LE PROJET DE BUDGET 2024.

La Chambre basse du parlement jordanien a approuvé le projet de loi de finances pour l'année 2024. Ce projet prévoit 10,3 Mds JOD (14,5 Mds USD) de recettes publiques, en hausse de +8,9 % par rapport aux prévisions pour 2023 du FMI, dont 9,6 Mds JOD (13,5 Mds USD) de recettes domestiques et 724 M JOD (1 Md USD) de dons étrangers. Concernant les dépenses publiques, le projet de loi anticipe un montant de 12,4 Mds JOD (17,4 Mds USD) en 2024, dont 1,7 Md JOD (2,4 Mds USD) de dépenses en capital, ce qui représente respectivement des hausses de +8,6 % et +8 % par rapport aux prévisions pour 2023 du FMI. Le déficit primaire devrait s'établir à 2,1 % du PIB, contre 2,8 % en 2023 selon le FMI. La

dette -hors actifs détenus par le SSIF- devrait quant à elle s'élever à 88,3 % du PIB, contre 88,7 % en 2023.

2. LANCEMENT D'UN PROJET DE CÂBLE SOUS-MARIN DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ENTRE LA JORDANIE ET L'ÉGYPTE.

Le fournisseur de services de télécommunication jordanien, NaiTel, et l'opérateur égyptien Telecom Egypt, ont signé un accord pour construire un nouveau câble sous-marin de télécommunication nommé « Coral Bridge ». Ce câble reliera le port d'Aqaba à la ville égyptienne de Taba. Il s'agira du 6^{ème} projet de câble sous-marin à être construit sur Aqaba, dont deux entreront en service en 2024 : l'ANDROMEDA, reliant l'Europe (Grèce et Chypre) à l'Arabie Saoudite, en passant par Israël et la Jordanie, et le Raman, reliant Aqaba à Bombai, en passant par l'Arabie Saoudite, Djibouti et Oman.

3. HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES EXPATRIÉS JORDANIENS EN 2023.

Selon des données préliminaires de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les transferts de fonds des expatriés jordaniens auraient enregistré une hausse de +1,4 % en glissement annuel (g.a.) en 2023, pour atteindre 3,5 Mds USD, contre 3,45 Mds USD en 2022. Sur le mois de décembre, les envois de fonds auraient augmenté de +2,1 % en g.a., pour atteindre 326,1 M USD.

4. REcul DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION EN 2023.

Selon le rapport de *Transparency International* publié le 30 janvier 2024, l'indice de perception de la corruption pour la Jordanie s'est élevé à 46/100 en 2023, contre 47/100 en 2022. La Jordanie est classée à la 63^{ème} place sur 180 pays, en recul de 2 places par rapport à 2022. Le Royaume maintient sa 4^{ème} position parmi les pays arabes, derrière les Émirats Arabes Unis, le Qatar et l'Arabie Saoudite.

LIBAN

1. APPROBATION DU BUDGET 2024.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le Parlement libanais a adopté dans les délais constitutionnels la loi de finances 2024. Les dépenses et revenus s'élèvent chacun à plus de 295 Mds LBP, soit un budget à l'équilibre contrairement au premier projet de budget 2024. Les salaires et prestations sociales représentent 51% des dépenses courantes, suivis par l'achat de biens et services (20%), les transferts (11%) et le service de la dette (6%). À côté des dépenses courantes, les

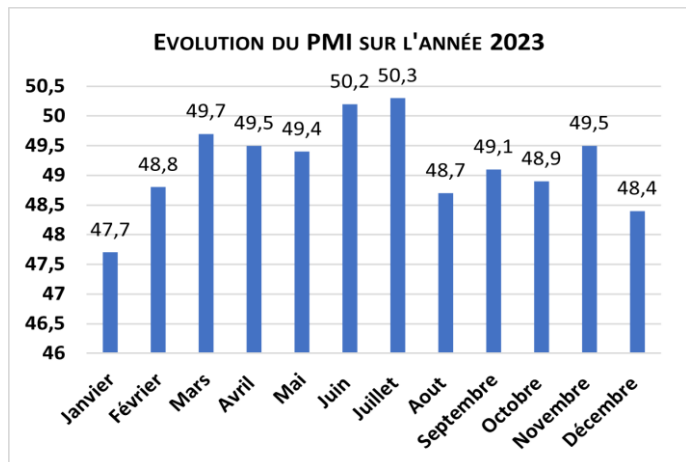
investissements en capital ne représentent que 9% des dépenses budgétées. Par ailleurs, les recettes fiscales représenteront la majorité des revenus de l'État (78%). Celles-ci sont principalement issues des taxes sur les biens et services (57%), notamment via un taux de TVA qui a été revalorisé, suivi par l'impôt foncier (16%), les droits de douanes (13%) et les impôts sur le revenu et les bénéfices (9%). Les recettes non fiscales sont principalement constituées par les revenus des propriétés publiques.

2. GRÈVE DES ENTREPRISES IMPORTATRICES DE CARBURANT.

Depuis mercredi 31 janvier, les sociétés importatrices de carburants et de gaz ont suspendu leurs livraisons en signe de contestation d'une nouvelle taxe introduite par le budget 2024. Cette nouvelle taxe exceptionnelle concerne les entreprises ayant bénéficié de subventions de la Banque du Liban pour l'importation de certains biens. Progressivement levées, ces subventions en devises étrangères pour l'importation avaient notamment servi à l'accumulation non-autorisée de ressources. Ces grèves devraient être partiellement suspendues à partir du vendredi 2 février.

3. TURBULENCES DU PMI EN 2023.

L'évolution du PMI libanais sur l'année 2023 témoigne de l'instabilité et de la précarité des activités économiques du secteur privé, malgré un regain d'activité très encourageant lors du premier semestre. Après un début d'année 2023 marqué par une dégradation la demande intérieure et une dévaluation significative de la livre libanaise, le PMI a progressé tout au long du premier semestre 2023 pour atteindre son plus haut niveau en juillet (50,3). Cette amélioration considérable pour l'économie libanaise était liée à la réouverture de diverses entreprises, l'amélioration de l'activité du port de Beyrouth et de l'aéroport international, ainsi que la reprise du secteur touristique. Le maintien d'un cadre macro-économique dégradé sans réformes substantielles empêche cependant des perspectives de stabilisation, voire de redressement, de l'économie libanaise sur le moyen terme. Le dernier trimestre de l'année 2023 a été marqué par le déclenchement du conflit au Proche-Orient et un ralentissement du secteur touristique depuis octobre.



PALESTINE

1. PROGRAMME DE RÉFORMES EN PALESTINE.

Lors du dernier conseil des ministres, le 29 janvier 2024, le Premier Ministre a annoncé un vaste programme de réformes concernant le système judiciaire, sécuritaire, administratif et financier.

Dans sa première phase, le programme comprendra des réformes financières et fiscales, en particulier **i)** des transformations structurelles au sein du ministère de la Santé ainsi que parmi les forces de sécurité, **ii)** des propositions de réduction de la masse salariale et **iii)** des propositions de renforcement du rôle de l'Autorité de lutte contre la corruption. Devront également être nommés, au cours de cette première étape, des nouveaux gouverneurs et ambassadeurs.

Le Premier ministre a aussi fait part du souhait du Président Abbas « de tenir des élections générales dès que les conditions seront réunies, y compris à Jérusalem Est. »

2. SOUTIEN DU GOUVERNEMENT AUX EXPORTATEURS, EN PARTENARIAT AVEC LE CONSULAT DU ROYAUME-UNI.

Le ministère de l'Économie nationale a annoncé, en coopération avec le programme d'exportation financé par le consulat britannique, une initiative visant à promouvoir les exportations des entreprises palestiniennes. Depuis le 7 octobre 2023, le renforcement des contrôles sécuritaires israéliens et les entraves majeures à la circulation des biens et des personnes en Cisjordanie a contribué à l'augmentation exponentielle des coûts de transports pour les entreprises palestiniennes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère pour contribuer à alléger les charges pesant sur les exportateurs dans ce contexte. Elle vise ainsi à réduire les coûts d'expédition, à améliorer la compétitivité des entreprises palestiniennes, à

diversifier les marchés et à promouvoir les exportations palestiniennes sur les marchés internationaux.

Une subvention partielle de 100 USD sera versée pour chaque palette ou équivalent en poids et en volume après acceptation des documents d'expédition avec un plafond de 100 palettes par exportateur.

3. BAISSÉ IMPORTANTE DE L'INDICE PMA EN JANVIER 2024.

Les résultats de l'indice PMA (Autorité monétaire palestinienne) du cycle économique ont montré une baisse importante de l'indice global au cours du mois de janvier 2024 à -38,2 points, contre 4,9 points en janvier 2023, liées aux conséquences économiques négatives de la guerre à Gaza.

En Cisjordanie, l'indice global est passé de 7,6 points en janvier 2023 à -26,2 points en janvier 2024. L'indice de l'agriculture est passé de 2,2 à -1,8, l'indice de construction, de 1 à -7,7, l'indice de commerce de -0,4 à -9,8, et l'indice industriel, enfin, de 3,4 à -3,4.

Au niveau de la bande de Gaza, la guerre a paralysé l'activité économique. En conséquence, la valeur de l'indice global pour la bande de Gaza a été estimée à -100, soit un niveau plancher inédit.

SYRIE

1. ORGANISATION DE LA 1^{ÈRE} CONFÉRENCE SUR L'INVESTISSEMENT AU NORD-OUEST DE LA SYRIE.

Le ministère des finances du gouvernement intérimaire syrien a organisé le 17 janvier dans la zone industrielle d'Al-Rai sa première Conférence sur l'investissement. L'évènement a réuni plus de 100 industriels et investisseurs, donnant lieu à la signature de plusieurs contrats dans la zone contrôlée par le gouvernement intérimaire. La majorité des contrats concernent la construction ou réhabilitation de sites industriels, notamment pharmaceutiques. Plus de 40 entreprises syriennes et turques ont présenté lors de l'évènement leurs activités centrées autour de l'industrie agroalimentaire, textile, électronique et pharmaceutique. Malgré des communications sur l'ouverture du nord de la Syrie à de nouveaux investissements, l'environnement des affaires dans cette région reste très dégradé. Selon l'OCHA, 4,1 millions de personnes ont besoin une assistance humanitaire et 3,7 millions sont en situation d'insécurité alimentaire sur les 4,5 millions de personnes vivant dans le nord-ouest de la Syrie.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	Source	Égypte	Irak	Iran	Israël	Jordanie	Liban	Palestine	Syrie
Population - 2023 (Million)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	18	8,2*
PIB / Hab. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
Croissance PIB réel (%) - 2023	FMI / WEO	4,2	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
Solde budgétaire (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-1,3	n/a
Dettes publiques (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
Rating Coface	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	33,7		40,2	3,0	1,6	192,3	5,9	n/a
PMI mensuel	Statistiques officielles	48,5		49,9	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2022	Douanes françaises	2286	390	313	2057	332	392	13	24
Importations françaises (M€) - 2022	Douanes françaises	2164	1414	54	1529	48	78	6	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
 RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
 POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr